



G R O U P E
LDLC



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

2018 - 2019



au cœur de l'expérience **high-tech**

GROUPE LDLC
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
Au capital de 1.137.979,08 Euros
Siège social : 2 Rue des Erables – CS21035 – 69578 Limonest Cedex
403 554 181 RCS LYON

(la « Société »)

**RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL ETABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.451-1-2 III DU
CODE MONETAIRE ET FINANCIER ET DES ARTICLES 222-4 ET SUIVANTS DU REGLEMENT
GENERAL DE L'AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS**

**I. DECLARATION DE LA PERSONNE PHYSIQUE QUI ASSUME LA RESPONSABILITE DU
RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL**

*(Article 222-4, 3° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation
DOC-2016-05)*

*« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes consolidés condensés pour le semestre écoulé sont
établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine,
de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans
la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements
importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des
principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales
incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »*

Fait à Limonest, le 5 décembre 2018


Olivier Villemonte de la Clergerie
Directeur Général

II. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE AU 30 SEPTEMBRE 2018

(Articles 222-4, 2° et 222-6 du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation DOC-2016-05)

1) RESULTATS SEMESTRIELS CONSOLIDES AU 30 SEPTEMBRE 2018

La situation comptable semestrielle consolidée au 30 septembre 2018, ainsi que les données comparatives au 30 septembre 2017 et 31 mars 2018 sont établies selon les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS. Toute information complémentaire est donnée dans les annexes comptables.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2018 intègrent les résultats de la société GROUPE LDLC ainsi que les résultats des sociétés HARDWARE.FR, NEMEIO, DLP-CONNECT, ANIKOP, LDLC DISTRIBUTION, L'ECOLE LDLC, LDLC VILLEFRANCHE, CAMPUS 2017, LDLC BORDEAUX, LDLC VILLEURBANNE, LDLC LILLE V2, LDLC LYON 7, LDLC CORMEILLES, ADB LIMONEST, LDLC7, LDLC8, LDLC9, LDLC10, LDLC11, LDLC12, LDLC13, DOMIMO 2, DOMIMO 3, LDLC EVENT, OLYS, I-ARTIFICIELLE, MY-MULTIMEDIA, MAC AND CO DIGITAL, BIZEN et GROUPE LDLC ESPANA par intégration globale.

Au 30 septembre 2018, le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 234,6 M€, contre 215,5 M€, au premier semestre de l'exercice précédent, soit une augmentation de 8,9 %.

Le résultat opérationnel courant consolidé est déficitaire pour s'élever à (4.392) K€, contre un bénéfice de 4.408 K€ au 30 septembre 2017.

Le résultat avant impôts enregistre un déficit de (5.387) K€, contre un bénéfice de 3.747 K€ au 30 septembre 2017.

En conséquence, le résultat net consolidé (part du groupe) est déficitaire et ressort à (3.514) K€ au 30 septembre 2018, contre un bénéfice consolidé (part du groupe) de 2.464 K€ au 30 septembre 2017.

2) ACTIVITE DU GROUPE AU COURS DU PREMIER SEMESTRE DE L'EXERCICE EN COURS

SYNTHÈSE DU SEMESTRE

Le Groupe a réalisé sur le semestre un chiffre d'affaires de 234,6 M€ contre 215,5 M€ l'an dernier, en croissance de 8,9%. Le Groupe Olys, acquis en janvier 2018, contribue pour 29,4 M€ à cette croissance.

Le panier moyen Groupe continue de progresser et s'élève à 371 €HT contre 334 €HT au 30 septembre 2017 (à périmètre comparable).

Le Groupe a recruté environ 200 000 nouveaux clients (BtoC et BtoB) sur le semestre.

LDLC.com a été élu pour la 5ème année consécutive Service Client de l'Année 2019 dans la catégorie *Distribution de produits techniques* (Étude BVA Group – Viséo CI – mai à juillet 2018 – Plus d'infos sur escda.fr).

La marge brute Groupe affiche une très bonne résilience, alors même que le réseau de magasins monte en puissance, et représente 16,3% du chiffre d'affaires contre 16,7% en n-1.

L'EBITDA du semestre est impacté par les moyens supplémentaires mis en place pour accompagner l'ensemble des projets (recrutement d'une équipe BtoB en région parisienne, développement du réseau de magasins, ...).

Le périmètre Groupe LDLC (hors Olys) affiche un EBITDA de -1,3 M€ avec une progression de 4,2 M€ des charges de personnel et de 0,6 M€ des charges externes par rapport au 30 septembre 2017.

L'EBITDA du Groupe Olys s'inscrit à -0,6 M€ sur la période, étant rappelé que le Groupe Olys réalise historiquement plus de 60% de son activité au deuxième semestre.

Les dotations aux amortissements et provisions s'inscrivent à 2,5 M€ contre 2,2 M€ au 30 septembre 2017.

La charge financière s'élève à 1,0 M€ contre 0,5 M€ l'an dernier.

Après activation des déficits reportables, le produit d'impôts est de 1,9 M€.

Au global, le résultat net part du Groupe constitue une perte de 3,5 M€.

Les capitaux propres du Groupe s'établissent, au 30 septembre 2018, à 54,4 M€ (60,5 M€ au 31 mars 2018) pour un endettement net de 63,0 M€ (52,4 M€ au 31 mars 2018) dont 33 M€ environ liés aux actifs immobiliers (dont 6 M€ liés à la cession de l'entrepôt de Nantes). La plupart des dettes financières ont été reclassées au 30 septembre 2018 suite au non-respect d'un covenant. Un avenant au contrat (waiver) a été signé à la date d'arrêté des comptes, marquant l'accord à l'unanimité du pool bancaire pour ne pas se prévaloir du non-respect du Ratio de Levier requis au 30 septembre 2018 renonçant ainsi à l'exigibilité immédiate de la dette.

AXES DE TRAVAIL ET OBJECTIFS

Sur le plan de l'activité, le Groupe LDLC devrait bénéficier au deuxième semestre 2018-2019 de tendances plus favorables avec :

- Une activité BtoC plus forte (fêtes de fin d'année et rebond de l'activité). À ce titre, les ventes du week-end du Black Friday qui concentre les premiers achats de Noël ont été records.
- Un démarrage de l'activité online et boutiques en Espagne. Les magasins de Madrid et Barcelone sont désormais opérationnels et le site web affiche, deux mois après son lancement, des performances conformes aux attentes du Groupe validant le potentiel du marché ibérique.
- Une contribution plus importante du réseau de boutiques avec à ce jour 37 magasins LDLC.com répartis sur l'hexagone.
- Une nouvelle croissance de l'activité LDLC.pro avec notamment la montée en puissance de l'équipe commerciale en région Ile-de-France.

Sur le plan financier, le Groupe dispose de plusieurs leviers d'amélioration qui lui permettront de retrouver un EBITDA nettement positif dès le deuxième semestre 2018-2019 :

- Effets bénéfiques des synergies Groupe (sites web, fusion des plateformes logistiques depuis le 1er octobre 2018, ...).
- Ajustement des charges de personnel et des charges externes du fait que la majeure partie des chantiers qui avaient été lancés sont désormais achevés.
- Rationalisation des coûts avec une revue des éléments contractuels, communication, publicité.

En matière de bilan, la dette du Groupe étant principalement liée à ses actifs immobiliers, il a été décidé de céder à échéance mars 2019 les murs de l'entrepôt de Nantes tout en poursuivant son exploitation. Le désengagement du siège social actuellement en crédit-bail permettra également une réduction de la dette nette.

Comme sur le premier semestre, le Groupe poursuivra également ses actions d'optimisation de son BFR.

Dans ce contexte, le Groupe ne réitère pas à ce jour son ambition 2021. En effet, si les ambitions ne sont pas remises en question de manière globale, la dynamique pour les atteindre et les délais nécessaires sont eux difficiles à estimer aujourd'hui de manière fiable.

3) PRINCIPALES TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIEES

Durant les six premiers mois de l'exercice en cours, aucune transaction entre parties liées ayant influencé significativement la situation financière ou les résultats de la société n'est intervenue. Par ailleurs, aucune modification affectant les transactions entre parties liées décrites dans le dernier document de référence de la Société pouvant influencer significativement la situation financière ou les résultats de la société n'est intervenue durant les six premiers mois de l'exercice en cours (cf. Note 2.6 des comptes condensés ci-joint).

4) EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS PENDANT LES SIX PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE ET LEUR INCIDENCE SUR LES COMPTES SEMESTRIELS

Comme indiqué dans le paragraphe ci-dessus, un des ratios bancaires adossé à un contrat de crédit n'est pas respecté au 30 septembre 2018, ce qui explique le reclassement à moins d'un an de la plupart des emprunts.

Un avenant au contrat (waiver) a été signé à la date d'arrêté des comptes, marquant l'accord à l'unanimité du pool bancaire pour ne pas se prévaloir du non-respect du Ratio de Levier requis au 30 septembre 2018 renonçant ainsi à l'exigibilité immédiate de la dette.

5) DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET DES PRINCIPALES INCERTITUDES POUR LES SIX MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

Cet exercice restera impacté, comme attendu, par un premier semestre en demi-teinte suite à la sortie tardive des nouveaux produits composants (carte graphique, processeur...). Le Groupe LDLC est mobilisé sur la période des ventes de fin d'année qui constitue une période importante pour l'activité BtoC et donnera une visibilité au Groupe sur les performances à attendre sur l'ensemble de cet exercice.

III. COMPTES CONDENSES CONSOLIDES AU TITRE DU SEMESTRE CLOS LE 30 SEPTEMBRE 2018

(Article 222-4, 1° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation DOC-2016-05)

Annexé ci-dessous

IV. RAPPORT D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(Article 222-4, 4° du règlement général de l'Autorité des Marchés Financiers – Position-recommandation DOC-2016-05)

Annexé ci-dessous

Groupe LDLC

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} avril 2018 au 30 septembre 2018)

PricewaterhouseCoopers Services France
Grand Hôtel Dieu
3 Cour du Midi
CS 30 259
69287 Lyon Cedex 02

Cap Office
12 quai du Commerce
69009 Lyon

**Rapport des commissaires aux comptes
sur l'information financière semestrielle**

(Période du 1^{er} avril 2018 au 30 septembre 2018)

Groupe LDLC
2 rue des Erables
69760 Limonest

Aux Actionnaires

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Groupe LDLC, relatifs à la période du 1^{er} avril 2018 au 30 septembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I - Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 2.2.1 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui expose les impacts des changements de méthodes comptables liés à la première application au 1er avril 2018 de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients »
- les notes 2.1 et 3.14 de l'annexe aux comptes semestriels consolidés résumés qui mentionnent l'incidence sur les comptes semestriels du non-respect au 30 septembre 2018 du ratio de levier prévu par un contrat d'emprunt de la société et l'obtention d'une lettre de waiver renonçant à l'exigibilité immédiate de la dette.

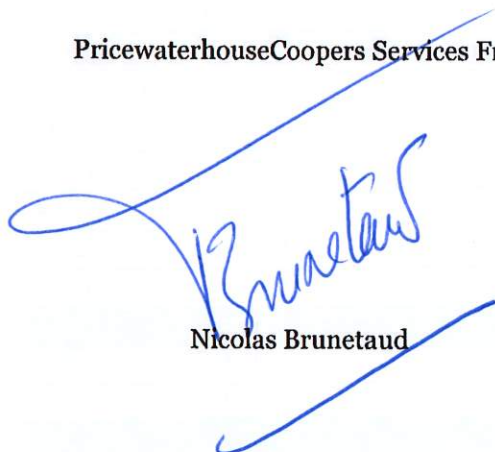
II - Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Lyon, le 6 décembre 2018

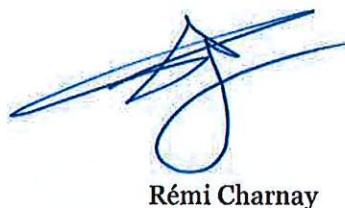
Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Services France



Nicolas Brunetaud

CAP OFFICE



Rémi Charnay

1 COMPTES SEMESTRIELS CONSOLIDES RESUMES AU 30 SEPTEMBRE 2018

L'ensemble des données présentées ci-après sont exprimées en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1.1 ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE

Actif

	Note	Au	
		30/09/2018	31/03/2018
			Retraité *
Ecarts d'acquisition nets	(3.2)	34 337	34 337
Autres immobilisations incorporelles nettes	(3.3)	13 268	11 758
Immobilisations corporelles nettes	(3.4)	44 574	42 592
Immobilisations financières nettes	(3.5)	4 888	4 981
Impôts différés	(3.9)	1 931	1 379
Actifs non courants		98 999	95 048
Stocks	(3.6)	75 076	83 249
Clients et comptes rattachés	(3.7)	27 579	25 115
Autres créances	(3.8)	19 690	16 861
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(3.10)	17 720	30 760
Actifs courants		140 065	155 985
Total de l'actif		239 064	251 033

Passif

	Note	Au	
		30/09/2018	31/03/2018
			Retraité *
Capital	(1.3)	1 138	1 138
Primes	(1.3)	21 053	21 053
Réserves consolidées	(1.3)	37 219	33 934
Titres auto-détenus	(1.3)	(1 529)	(1 036)
Résultat	(1.3)	(3 514)	5 440
Total des capitaux propres revenant aux actionnaires		54 367	60 528
Intérêts minoritaires	(1.3)	134	182
Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Total des capitaux propres		54 502	60 709
Emprunts à + d'un an	(3.14)	30 238	71 607
Impôts différés	(3.9)	0	2 449
Provisions retraite	(3.13)	2 697	2 322
Passifs non courants		32 936	76 378
Emprunts et autres financements courants	(3.14)	50 495	11 554
Provisions pour risques et charges	(3.13)	324	235
Fournisseurs et comptes rattachés	(3.16)	76 621	78 573
Autres dettes	(3.17)	24 187	23 584
Passifs courants		151 627	113 946
Total du passif		239 064	251 033

* Au titre de l'exercice clos le 31 mars 2018, les données bilanciellles ont été actualisées suite à l'ajustement du goodwill provisoire (voir note 3.2).

1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Note	Au 30 septembre	
		2018 6 mois	2017 6 mois
Chiffre d'affaires	(4.1)	234 579	215 491
Autres produits opérationnels		206	145
Achats consommés		(196 574)	(179 642)
Marge brute		38 211	35 994
Autres achats charges externes		(14 453)	(12 038)
Impôts et taxes		(885)	(501)
Charges de personnel		(24 531)	(16 285)
Dot. & Rep. aux amortissements et provisions	(4.2)	(2 509)	(2 222)
Autres charges et produits		(225)	(540)
Résultat opérationnel courant		(4 392)	4 408
Autres charges opérationnelles	(4.3)	(9)	(261)
Autres produits opérationnels		9	0
Résultat opérationnel		(4 391)	4 147
Coût de l'endettement financier net	(4.4)	(1 011)	(478)
Autres charges et produits financiers	(4.4)	16	78
Résultat avant impôt sur le résultat		(5 387)	3 747
Impôt	(4.5)	1 876	(1 282)
Résultat des sociétés mises en équivalence		0	0
Résultat des sociétés intégrées		(3 511)	2 464
Résultat après IS des activités cédées		0	0
Résultat net de l'exercice	(A)	(3 511)	2 464
Réévaluation des avantages au personnel nette d'IS (non recyclable en résultat)		(119)	64
Opérations sur instruments financiers (recyclable en résultat)		11	13
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres	(B)	(108)	77
Résultat net global	(A+B)	(3 619)	2 541
Résultat net revenant :			
- aux actionnaires de la Société		(3 514)	2 464
- aux intérêts minoritaires		3	0
- aux intérêts participations ne donnant pas le contrôle		0	0
Résultats par action : Résultat revenant aux actionnaires de la société (en euros par action)			
- résultat net par action		(0,57)	0,40
- résultat net dilué par action		(0,57)	0,40

1.3 TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres auto détenus	Capitaux propres part du groupe	Intérêts Minoritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2017	1 138	21 053	33 260	(600)	54 851	28	54 878
Résultat net au 30 septembre 2017			2 464		2 464	(28)	2 437
Gains-perdes enreg. en capitaux propres			77		77		77
Mouvements actions propres			(10)	242	232		232
Attribution gratuite d'actions			(52)		(52)		(52)
Augmentation de capital et primes			0		0		0
Dividendes versés			0		0		0
Affectation des minoritaires			28		28		28
Réserves part. ne donnant pas le contrôle			0		0		0
Capitaux propres au 30 septembre 2017	1 138	21 053	35 767	(358)	57 600	0	57 600

	Capital	Primes	Réserves consolidées	Titres auto détenus	Capitaux propres part du groupe	Intérêts Minoritaires	Capitaux propres
Capitaux propres au 31 mars 2018	1 138	21 053	39 373	(1 036)	60 528	182	60 709
Résultat net au 30 septembre 2018			(3 514)		(3 514)	3	(3 511)
Gains-perdes enreg. en capitaux propres			(108)		(108)		(108)
Mouvements actions propres			(4)	(492)	(497)		(497)
Attribution gratuite d'actions			54		54		54
Augmentation de capital et primes			0		0		0
Dividendes versés			0		0	(50)	(50)
Divers			(188)		(188)		(188)
Changement méthode net d'impôt différé (a)			(1 908)		(1 908)		(1 908)
Réserves part. ne donnant pas le contrôle			0		0	0	0
Capitaux propres au 30 septembre 2018	1 138	21 053	33 705	(1 529)	54 367	134	54 502

(a) Voir note 2.2.1

1.4 TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

(en milliers d'euros sauf indication contraire)

	Au 30 septembre	
	2018	2017
Résultat net des activités poursuivies	(3 511)	2 464
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie (a)	3 288	2 096
Charge d'impôts (courants et différés) de la période (b)	(1 876)	1 282
Plus ou moins values de cessions d'actifs	(9)	44
Sous-total (capacité d'autofinancement avant impôt)	(2 107)	5 887
Impôts versés	(123)	(1 295)
Variation du besoin en fond de roulement (c)	(1 436)	23 036
Flux nets de trésorerie générés par l'activité	(3 666)	27 629
Produits des cessions d'actifs immobilisés nets d'impôts	9	0
Acquisitions d'actifs immobilisés (d)	(6 436)	(3 789)
Réductions d'actifs immobilisés financiers (d)	142	29
Variation de périmètre	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux investissements	(6 285)	(3 760)
Opérations sur actions propres et AGA	(443)	180
Autres impacts	(185)	68
Opérations sur instruments financiers (e)	11	13
Augmentation part des minoritaires	0	0
Nouveaux emprunts (f)	3 000	1 500
Remboursements des emprunts (f)	(5 128)	(3 255)
Variation des autres dettes financières (f)	(99)	5
Dividendes versés aux minoritaires	(50)	0
Dividendes versés	0	0
Flux nets de trésorerie liés aux financements	(2 894)	(1 489)
(Diminution)/ augmentation de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des découverts bancaires	(12 846)	22 379
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à l'ouverture	30 143	10 303
Trésorerie, équivalents de trésorerie et découverts bancaires à la clôture	17 296	32 682

(b) Correspond aux dotations et reprises d'exploitation et financières à hauteur de 3 128 milliers d'euros

(c) Voir note 4.5

(d) Voir note 1.5

(e) Voir note 3.3 – 3.4 et 3.5

(f) Réajustements instruments financiers en cours à la date d'arrêté.

(g) Voir note 3.14 et note 1.4 tableau 2

Au titre du 30 septembre 2017, les acquisitions d'actifs immobilisés et nouveaux emprunts ont été retraités des impacts liés au contrat de location de financement

	Au 30/09/2018	Au 30/09/2017
Emprunts	(4 427)	(2 925)
Contrats de location financement	(702)	(330)
Total remboursements des emprunts	(5 128)	(3 255)

1.5 TABLEAU DE VARIATION DU BESOIN EN FOND DE ROULEMENT

	Au	
	30/09/2018	30/09/2017
Stocks	8 173	(1 032)
Clients et comptes rattachés	(2 464)	(1 355)
Autres créances	(2 836)	(741)
Fournisseurs et comptes rattachés	(1 905)	27 222
Autres dettes	506	(1 058)
Total	1 474	23 036

2 SELECTION DE NOTES AUX ETATS FINANCIERS SEMESTRIELS CONSOLIDES

(Montants exprimés en milliers d'euros sauf mention contraire)

GROUPE LDLC est une société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est 2 Route des Erables CS21035 69578 Limonest Cedex, France. La société est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 403 554 181 et est cotée sur le marché réglementé Euronext Paris.

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2018 reflètent la situation comptable de GROUPE LDLC et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les entreprises associées.

Les comptes semestriels consolidés au 30 septembre 2018 de GROUPE LDLC ont été arrêtés le 5 décembre 2018 par le directoire.

Ils ont fait l'objet d'un examen limité de la part des commissaires aux comptes.

2.1 FAITS MARQUANTS

Le 29 mars 2018, la société GROUPE LDLC a créé sa première société à l'étranger dont le siège fiscal est situé à Madrid en Espagne, et qui a pour dénomination sociale GROUPE LDLC Espana. Cette société est détenue à 100 % par GROUPE LDLC et a pour activité la vente à distance sur le territoire espagnol et en boutique ou par voie de réseaux de franchisés de tous matériels informatiques, logiciels, matériels électroniques, ainsi que tous services pouvant s'y rattacher. Le premier magasin espagnol situé à Barcelone a ouvert ses portes le 17 septembre 2018, et celle de Madrid le 24 octobre 2018.

Le 10 septembre 2018, la société Olys a pris la décision de procéder à la fusion par absorption des sociétés Bimp Education et Synopsis avec effet rétroactif au 1er avril 2018. L'opération de fusion a été réalisée dans le cadre des dispositions des articles L.236-1 et suivants du code de commerce et, en particulier, sous le bénéfice du régime des fusions simplifiées.

Le 30 septembre 2018, la société Groupe LDLC a pris la décision de procéder à la fusion par absorption de la société Domisys, précédemment consolidée selon la méthode d'intégration globale, avec effet rétroactif au 1er avril 2018. L'opération de fusion a été réalisée dans le cadre des dispositions des articles L.236-1 et suivants du code de commerce et, en particulier, sous le bénéfice du régime des fusions simplifiées.

Tel qu'indiqué dans la note 3.14, le ratio de levier n'est pas respecté au 30 septembre 2018 et les dettes adossées ont été reclassées en court terme dans le bilan au 30 septembre 2018. Une lettre de waiver a été signée à la date d'arrêté des comptes, marquant l'accord à l'unanimité du pool bancaire de ne pas se prévaloir du non-respect du Ratio de Levier requis au 30 septembre 2018 renonçant ainsi à l'exigibilité immédiate de la dette.

2.2 REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.2.1 REFERENTIEL COMPTABLE

En application du règlement européen n°1606 / 2002 du 19 juillet 2002, les états financiers consolidés du Groupe ont été établis en conformité avec les normes comptables internationales telles que publiées et approuvées par l'Union Européenne à la date de clôture de ces états financiers et qui sont d'application obligatoire au 30 septembre 2018.

Les normes Internationales comprennent les IFRS (*International Financial Reporting Standards*), les IAS (*International Accounting Standards*) et les interprétations de l'IFRIC (*International Financial Reporting Interpretations Committee*).

Les états financiers consolidés résumés au 30 septembre 2018 sont préparés selon les dispositions de la norme IAS 34 – Information financière intermédiaire, telle qu'adoptée par l'Union Européenne, qui permet de présenter une sélection de notes explicatives.

Les informations communiquées en annexe portent uniquement sur les éléments, les transactions et les événements significatifs permettant de comprendre l'évolution de la situation financière et des performances du Groupe.

Les notes annexes ne comportent pas l'intégralité des informations requises pour les états financiers annuels complets et doivent donc être lues conjointement avec les états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2018.

L'ensemble des textes adoptés par l'Union Européenne est disponible sur le site Internet de la Commission européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/finance/company-reporting/index_fr.htm

Les comptes semestriels sont établis selon les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe aux états financiers de l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les principales normes, amendements et interprétations applicables à compter du 1er janvier 2018 sont les suivantes :

- **Norme IFRS 9** : Instruments financiers. Publiée en novembre 2016, la norme IFRS 9 établit les principes de comptabilisation et d'information financière en matière d'actifs financiers. Ces principes sont venus remplacer, à compter du 1er janvier 2018, ceux énoncés par la norme IAS 39, Instruments financiers.

Les sujets ayant fait l'objet d'une analyse approfondie par le Groupe sont les suivants :

- Dépréciation des actifs : Le Groupe a notamment examiné sa méthode de dépréciation des créances clients. Etant donné l'activité de vente de détail aux particuliers qui implique un niveau de créances et un risque de non recouvrement très faible, la mise en œuvre d'IFRS 9 n'a pas d'impact sur la comptabilisation de ces opérations.
- Les titres précédemment classés en Actifs disponibles à la vente correspondent à des titres de participation qui répondent à des instruments de capitaux propres (selon IAS 32). Le Groupe a fait le choix de les présenter en actifs évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. L'application d'IFRS 9 n'a par ailleurs pas eu d'impact significatif sur la présentation des comptes consolidés.
- Comptabilité de couverture : le Groupe utilise des instruments de change à terme pour couvrir ses engagements spécifiques en devises étrangères ainsi que des contrats de swap de taux pour certains emprunts. Les dérivés contractés sont actuellement qualifiés d'instruments de couverture des flux de trésorerie. La mise en œuvre d'IFRS 9 n'a pas d'impact sur la comptabilisation de ces opérations. Au titre des comptes semestriels clos au 30 septembre 2018 le Groupe n'a pas utilisé de change à terme.
- Suite au financement de l'acquisition de la société Olys et Synopsis en janvier 2018, le taux de l'emprunt de 23 millions contracté en mars 2016 aux fins de financer partiellement l'acquisition de Matériel.net a été renégocié. Aucune différence significative de traitement avec IAS 39 n'a été constaté.

- **La norme IFRS 15** « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients ». L'IFRS 15 a remplacé à compter du 1^{er} janvier 2018, les normes IAS 18 « Produits des activités ordinaires » et IFRIC 13 « Programmes de fidélisation de la clientèle ». Pour la transition, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective simplifiée. En conséquence, Groupe LDLC applique l'ensemble des dispositions d'IFRS 15 à compter du 1^{er} avril 2018 et les effets de la transition sont donc inclus dans les capitaux propres à l'ouverture de la période le 1^{er} avril 2018.

Les sujets ayant fait l'objet d'une analyse approfondie sont les suivants :

- Ventes avec droit de retour
- Ventes avec extension de garantie
- Transport
- Contrats de franchise
- Coopérations commerciales

Les différents contrats ont été analysés et ont permis d'évaluer les impacts de la norme sur les modalités actuelles de reconnaissance du revenu.

Concernant les ventes avec droit de retour, le Groupe est concerné dans le cadre du droit de rétractation en lien avec la vente à distance. Pour les ventes avec droit de retour, IFRS 15 ne permet pas la compensation et conduit à présenter un passif de remboursement en contrepartie du chiffre d'affaires ainsi qu'un actif de retour en contrepartie du coût des achats. L'application de la norme IFRS 15 n'apporte pas de modification sur la reconnaissance et la présentation du revenu.

Concernant les ventes avec extension de garantie, l'application d'IFRS 15 conduit à identifier deux obligations de performances distinctes au sein de certains contrats incluant une extension de garantie. Le Groupe traitait jusqu'au 31 mars 2018 les garanties de courte durée comme des provisions IAS 37 et les garanties de longue durée comme des revenus différés.

Concernant la qualification Agent/Principal, le Groupe réalise une partie de ses activités en lien avec des partenaires. En cas de litige, le client contacte le service client du Groupe, et le Groupe gère directement le litige avec le transporteur. En aucun cas le client gère le litige avec le transporteur. De ce fait, le Groupe joue un rôle de principal. L'application de la norme IFRS 15 n'apporte pas de modification sur la reconnaissance et la présentation du revenu.

Concernant les contrats de franchise, selon IFRS 15 les produits tirés des droits d'entrée facturés initialement aux franchisés doivent faire l'objet d'un étalement sur la durée de la franchise, excepté pour la part correspondant à des biens et services distincts (au sens d'IFRS 15) de la licence de franchise. Après analyse des contrats, l'application de la norme IFRS 15 n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Concernant les coopérations commerciales, la norme IFRS 15 contient des règles prescriptives sur les contreparties payées aux clients-fournisseurs qui doivent être traitées comme une réduction du prix des produits vendus ou achetés, sauf à ce que ces contreparties rémunèrent un service distinct (au sens de la norme) et n'excèdent pas la juste valeur de ce service. L'application de la norme IFRS 15 conduit à ce que certaines prestations de services soient constatées en diminution de prix d'achat des marchandises. L'impact IFRS 15 est essentiellement un impact de reclassement de revenu en réduction des achats consommés et mécaniquement de la valorisation du stock.

Les impacts liés à la première application d'IFRS 15 sont les suivants :

Bilan en K€

	Au 31/03/2018 Retraité *	Impact IFRS 15	Au 01/04/2018
Impôts différés	1 379	1 002	2 381
Stocks	83 249	(1 712)	81 537
Total de l'actif	251 033	(710)	250 323
Total des capitaux propres	60 709	(1 908)	58 801
Autres dettes	23 584	1 198	24 782
Total du passif	251 033	(710)	250 323

* retraité de l'évaluation des actifs et passifs de Olys - voir note 3.2

Compte de résultat en K€

	30/09/2018 Publié	Impact IFRS 15	30/09/2018 selon ancienne méthode
Chiffre d'affaires	234 579	2 406	236 985
Achats consommés	(196 574)	(2 493)	(199 066)
Marge brute	38 211	(87)	38 125
Résultat opérationnel courant	(4 392)	(87)	(4 478)
Impôt	1 876	30	1 906
Résultat net de l'exercice	(3 511)	(57)	(3 568)

- Améliorations annuelles des IFRS Cycle 2014-2016 - Diverses dispositions,
- Amendements à IAS 40 - Transferts d'immeubles de placement,
- Amendement à IFRS 2 - Classification et évaluation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions,
- Interprétation IFRIC 22 - Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée

L'application de ces textes n'a pas d'impact significatif sur les états financiers consolidés du Groupe.

Les principales Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne, et d'application non obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2018 et non anticipés par le Groupe :

- La norme IFRS 16 « contrats de location », qui entrera en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019 et remplacera IAS 17 ainsi que IFRIC 4.

Cette nouvelle norme impose l'activation des contrats de location.

En vue de la transition à IFRS 16, le Groupe s'est attaché à collecter les données nécessaires relatives aux contrats de location rentrant dans le périmètre de la norme. Pour rappel, les baux d'une durée inférieure à 12 mois ou dont la valeur d'origine est inférieure à 5 milliers USD sont exemptés par la norme. Le Groupe dénombre près de 175 contrats de location entrant dans le périmètre d'IFRS 16 dont 60 contrats immobiliers.

Les calculs et l'analyse des impacts financiers de cette nouvelle norme sur les états consolidés du Groupe sont en cours.

Le Groupe poursuit ses travaux permettant les calculs d'impact sur les états financiers et s'attend à ce que ceux-ci soient significatifs en raison du nombre de locations immobilières existantes, notamment celles des entrepôts et boutiques.

Le changement le plus important sur les états financiers sera que tous les contrats de location seront portés au bilan des preneurs. Ainsi, le Groupe s'attend à une forte augmentation de ses immobilisations et de son endettement.

- Amendement à IAS 28 – Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises,
- Amendement à IAS 19 – Modification réduction ou cessation de régime,
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017 – Diverses propositions
- Interprétation IFRIC 23 – Incertitudes relatives aux traitements fiscaux

Les normes et interprétations d'application facultative au 30 septembre 2018 n'ont pas été appliquées par anticipation. Le Groupe n'anticipe toutefois pas d'impacts significatifs liés à l'application de ces nouveaux textes, excepté la norme IFRS 16.

2.2.2 REGLES GENERALES DE PRESENTATION DES ETATS DE SYNTHESE

Le bilan est présenté selon le critère de distinction "courant" / "non courant" défini par la norme IAS1 révisée. Ainsi, les provisions constituées au passif, les dettes financières et les actifs financiers sont ventilés entre la part à plus d'un an présentée parmi les éléments "non courants", et la part à moins d'un an présenté parmi les éléments courants. Le compte de résultat consolidé est présenté par fonction, selon le modèle proposé par l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.) dans sa recommandation 2013-03 du 7 novembre 2013. Le Groupe applique la méthode indirecte de la présentation des flux de trésorerie, selon le format recommandé par l'Autorité des Normes Comptables (A.N.C.) dans sa recommandation 2013-03 du 7 novembre 2013.

2.2.3 ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

Lors de la préparation et de la présentation des états financiers, la direction du Groupe est amenée à exercer fréquemment son jugement afin d'évaluer ou d'estimer certains postes des états financiers (tels que les provisions, les impôts différés, les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur). La probabilité de réalisation d'évènements futurs est aussi appréciée. Ces évaluations ou estimations sont revues à chaque clôture et confrontées aux réalisations afin d'ajuster les hypothèses initialement retenues si nécessaire. GROUPE LDLC n'a pas constaté sur l'exercice une évolution du niveau des incertitudes liées à ces estimations et hypothèses.

Ces estimations font l'hypothèse de la continuité d'exploitation et sont celles que la Direction considère comme les plus pertinentes et réalisables dans l'environnement du Groupe et en fonction des retours d'expérience disponibles.

Les comptes consolidés de l'exercice ont été établis sur la base de paramètres financiers de marché disponibles à la date de clôture.

La valeur de certains actifs, tels que les goodwill et marque, est appréciée à chaque clôture sur la base de perspectives économiques long terme et sur la base de la meilleure appréciation de la Direction du Groupe dans un contexte de visibilité réduite. En ce qui concerne les flux futurs de trésorerie le Groupe a, conformément à IAS 36, précisé dans l'annexe des comptes consolidés les hypothèses utilisées et les résultats obtenus par des calculs de sensibilité aux fluctuations de ces estimations, notamment dans l'exécution des tests de perte de valeur des actifs immobilisés.

Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses.

Au regard de la norme IAS 38, les frais de recherche et de développement sont activés sous réserve de respecter les critères cumulés suivant :

- la faisabilité technique nécessaire à l'achèvement de l'immobilisation en vue de sa mise en service ou de sa vente
- l'intention d'achever l'immobilisation et de la mettre en service ou de la vendre
- la capacité à mettre en service ou vendre l'immobilisation
- la façon dont l'immobilisation générera des avantages économiques futurs probables
- la disponibilité de ressources techniques, financières et autres, appropriées pour achever le développement et mettre en service ou vendre l'immobilisation
- la capacité à évaluer de façon fiable les dépenses attribuables à l'immobilisation au cours de son développement

Le Groupe a considéré que ces conditions d'activations des frais de recherche et de développement étaient remplies pour certains projets. De ce fait, la société a comptabilisé les frais de recherche et de développement en charge de l'exercice ou en immobilisation, selon les projets.

2.3 LE PERIMETRE DU GROUPE

Le périmètre de consolidation ainsi que les méthodes retenues s'analysent de la manière suivante :

Filiales	Activité	% détention	Date de détention	Méthode de consolidation
HARDWARE.FR	Conception, réalisation et exploitation de sites internet, contenu éditorial	100 %	07/2000	Intégration globale
NEMEIO (anciennement dénommée TEXTORM)	Commerce de gros de tous matériels, logiciels informatiques et tous services rattachés	100 %	04/2001	Intégration globale
DLP-CONNECT	Installation de réseaux câblés, systèmes de contrôle d'accès, vidéo-surveillance, télécommunications	80 %	01/2004	Intégration globale
LDLC DISTRIBUTION	Création et développement d'un réseau de distribution dans le domaine de la vente de tous matériels, tous services, ainsi que la concession de tous droits de franchise ou de licence	100 %	01/2013	Intégration globale
ANIKOP	Conception, réalisation et vente de logiciels et prestation de services informatique, maintenance à titre accessoire sav matériel vendu, formation	80 %	12/2006	Intégration globale

L'ECOLE LDLC	Enseignement supérieur	100 %	11/2014	Intégration globale
LDLC VILLEFRANCHE	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2015	Intégration globale
CAMPUS 2017	Acquisition d'un terrain et construction d'immeuble à usage de bureaux par voie de crédit-bail, location administration desdits immeubles, acquisition et gestion de tous biens meubles	100 %	09/2015	Intégration globale
LDLC BORDEAUX	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2016	Intégration globale
LDLC VILLEURBANNE	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2016	Intégration globale
LDLC LILLE V2	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2016	Intégration globale
DOMIMO 2	Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain	100 %	03/2016	Intégration globale
DOMIMO 3	Acquisition d'un terrain, exploitation et mise en valeur de ce terrain pour édification d'un immeuble et exploitation par bail	100 %	03/2016	Intégration globale
LDLC EVENT	Organisation d'événements et gestion de projets événementiels, notamment dans le domaine du sport électronique	70 %	05/2016	Intégration globale
LDLC LYON 7	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2017	Intégration globale
LDLC CORMEILLES	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2017	Intégration globale
ADB LIMONEST	Commerce de détail en boutique, de produits d'équipement de la personne et de produits de puériculture	100 %	03/2017	Intégration globale
LDLC 7	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale
LDLC 8	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale
LDLC 9	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale
LDLC 10	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale
LDLC 11	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale
LDLC 12	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale

LDLC 13	Commerce de détail de tous matériels et logiciels informatiques, de tous produits relevant du domaine des multimédias et du numérique	100 %	03/2018	Intégration globale
OLYS	Négoce, représentation sous quelque forme que ce soit de matériel informatique et de tous dérivés de matériels de produits de téléphonie et accessoires, de réseau et multimédia	100%	01/2018	Intégration globale
I-ARTIFICIELLE	Commercialisation de services et de produits d'ordinateurs, d'unités périphériques, de logiciels et de tous matériels informatiques complémentaires conçus par des entreprises spécialisées dans ce domaine	60%	01/2018	Intégration globale
MY-MULTIMEDIA	Achat, vente, installation, la réparation de matériels informatiques, jeux vidéo, commercialisation de tous produits annexes ou connexes	60%	01/2018	Intégration globale
MAC AND CO DIGITAL	Informatiques, télécoms, numérique, logiciels, services	51%	01/2018	Intégration globale
BIZEN	Aide et service à la personne à domicile dans le domaine de l'informatique et internet, assistance, réparation, maintenance, cours informatiques	100%	01/2018	Intégration globale
GRUPE LDLC ESPANA	La vente en direct (vente à distance et en boutique) de tous matériels informatiques.	100%	03/2018	Intégration globale

Les sociétés Domimo 2 et Domimo 3 sont désormais détenues à 100% par GROUPE LDLC suite à l'opération de fusion par absorption de la société Domisys (voir note 2.1)

Les sociétés I-Artificielle, My Multimedia, Mac and Co Digital et Bizen sont détenues par la société Olys (voir note 2.1).

La société GROUPE LDLC détient des participations minoritaires dans les sociétés NLCL, Immo Fi 1 et Presse Non-Stop ; les comptes de ces entités n'étant pas significatifs, ils ne sont pas consolidés au 30 septembre 2018. Ces participations sont présentées à l'actif du bilan au poste d'immobilisations financières.

2.4 SECTEURS OPERATIONNELS

Pour ses besoins de gestion interne, et afin de répondre aux exigences d'information demandées par IFRS 8, le Groupe a réalisé une analyse de la répartition sectorielle de ses activités. Suite à ce travail, le Groupe considère qu'il opère sur un seul segment agrégé : la distribution de matériel informatique et des services associés. Par ailleurs, la quasi-intégralité du chiffre d'affaires est réalisée en France et dans les pays francophones limitrophes à la France. Le Groupe considère par conséquent qu'il opère sur un seul et unique secteur géographique distinct. Le principal décideur opérationnel du Groupe mesure sa performance au regard de la marge brute dégagée par ses activités. Pour ces raisons, la direction du Groupe n'estime pas opportun de constituer de secteurs d'activité distincts dans son reporting interne.

L'EBITDA n'étant pas un agrégat défini par les normes IFRS, et son mode de calcul pouvant différer selon les sociétés, il est précisé que l'excédent brut d'exploitation avant impôt et dotations aux amortissements d'exploitation correspond à la somme du résultat opérationnel courant et des dotations nettes aux amortissements d'exploitation.

Méthode additive développée en K€

	Au 30/09/2018	Au 30/09/2017
Résultat net	(3 511)	2 464
Dot.& Rep. aux amortissements et provisions	(2 509)	(2 222)
Autres produits et charges opérationnels	0	(261)
Coût de l'endettement financier net	(1 011)	(478)
Autres produits et charges financières	16	78
Charge d'impôt	1 876	(1 282)
EBITDA	(1 883)	6 630

Méthode additive simplifiée en K€

	Au 30/09/2018	Au 30/09/2017
Résultat Opérationnel Courant	(4 392)	4 408
Amortissements d'exploitation	(2 509)	(2 222)
EBITDA	(1 883)	6 630

L'activité de la société GROUPE LDLC de distribution de matériel informatique et de services associés s'adresse à des clients particuliers ou professionnels. Aucun client ne représente un chiffre d'affaires individuel supérieur à 5 % des ventes du Groupe.

2.5 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

A la connaissance du Groupe, aucun autre événement susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes semestriels consolidés du Groupe n'est intervenu depuis le 30 septembre 2018.

2.6 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIEES

La société GROUPE LDLC détient une créance en compte courant de 150 milliers d'euros sur la société NLCL. Cette créance est rémunérée au taux annuel de 1%.

Par ailleurs, la nature des transactions avec les parties liées n'a pas évolué de façon significative par rapport aux informations communiquées dans l'annexe aux comptes consolidés clos au 31 mars 2018 (note 3.19).

2.7 CHARGES RELATIVES AUX REMUNERATIONS ET AVANTAGES ACCORDES AUX DIRIGEANTS

Les dirigeants sont ceux présents sur l'exercice et listés dans la partie gouvernement d'entreprise du rapport annuel (voir note 5.1).

3 NOTES RELATIVES AU BILAN

3.1 CONSOLIDATION

La consolidation est réalisée à partir des comptes arrêtés au 30 septembre 2018.

Le compte de résultat consolidé intègre les comptes de résultat des sociétés acquises ou créées au cours de l'exercice à compter de la date d'acquisition ou de création. Il intègre les comptes de résultat des sociétés cédées en cours d'exercice jusqu'à la date de cession.

3.2 ECARTS D'ACQUISITION

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2018	Acquisitions	Cessions	Virt Poste	30/09/2018
Groupe Matériel.net	19 723	0	0	0	19 723
Groupe Olys	14 615	0	0	0	14 615
Total	34 337	0	0	0	34 337

<i>Amortissements</i>	31/03/2018	Dotations	Reprises	Virt Poste	30/09/2018
Groupe Matériel.net	0	0	0	0	0
Groupe Olys	0	0	0	0	0
Total	0	0	0	0	0

En date du 25 janvier 2018, le Groupe LDLC a acquis 100% des droits de vote de la société Olys ainsi que la quote-part de participation des 5 entités sous contrôle exclusive d'Olys. A compter de cette date, le Groupe LDLC consolide donc OLYS selon la méthode d'intégration globale.

La détermination du goodwill reste provisoire au 30 septembre 2018 et a été réalisée sur la base de la valeur comptable des actifs acquis et passifs assumés des entités acquises présentés ci-après.

Aucun indice de perte de valeur n'a été identifié au 30 septembre 2018, compte tenu de la date récente d'acquisition.

A la date de prise de contrôle, le 25 janvier 2018, la juste valeur provisoire attribuée aux actifs et passifs identifiables d'Olys se résume ainsi :

<i>devise : en milliers d'euros</i>	31/12/2017 Juste Valeur	Ajustement	Juste Valeur actualisée
Autres immobilisations incorporelles	1 023,5	46,6	1 070,0
Immobilisations corporelles	2 343,8	(329,5)	2 014,2
Immobilisations financières	279,1	5,2	284,3
Impôts différés	449,4	66,8	516,1
Actifs non courants	4 095,7	(211,0)	3 884,7
Stocks	4 762,0	1 098,5	5 860,5
Clients et comptes rattachés	10 132,7	(2 200,2)	7 932,4
Autres créances	1 457,6	207,0	1 664,6
Disponibilités	1 864,5	(832,9)	1 031,6
Actifs courants	18 216,7	(1 727,6)	16 489,1
Total Actifs	22 312,4	(1 938,6)	20 373,8
Intérêts minoritaires	(184,4)	2,8	(181,6)
Total des capitaux propres	(184,4)	2,8	(181,6)
Provisions pour risques et charges	(353,4)	(36,0)	(389,4)
Impôts différés	-	77,4	77,4
Dettes financières à + d'un an	(1 807,2)	172,1	(1 635,1)
Passifs non courants	(2 160,6)	213,5	(1 947,1)
Emprunts et autres financements courants	(1 243,7)	(318,9)	(1 562,7)
Fournisseurs	(14 980,7)	2 126,9	(12 853,8)
Autres dettes	(2 634,3)	(808,9)	(3 443,2)
Passifs courants	(18 858,8)	999,1	(17 859,6)
Total passifs	(21 203,7)	1 215,4	(19 988,4)
Actif net - Juste valeur	1 108,64	(723,21)	385,43
Goodwill	13 891,4	723,2	14 614,6
Contrepartie transférée	15 000,0	-	15 000,0

L'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs identifiables conduit à la constatation d'un goodwill provisoire de 14 614 milliers d'euros soit une augmentation de 723 milliers d'euros par rapport à la valeur provisoire présentée dans les comptes consolidés clos le 31 mars 2018. Cette variation résulte des travaux en cours de l'allocation du prix d'acquisition, lesquels seront finalisés dans les douze mois postérieurs à la date d'acquisition.

Ces modifications ont donc conduit à retraiter les comptes consolidés clos le 31 mars 2018.

3.3 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2018	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2018
Marque Matériel.net	8 300	0	0	0	0	8 300
Logiciels et autres Immob. Incorp.	1 512	98	0	8	(0)	1 618
Droit au bail	1 431	0	0	0	0	1 431
Immobil. Incorporelles en cours	3 290	1 985	0	(21)	0	5 254
Total	14 533	2 083	0	(13)	(0)	16 603

La marque Matériel.net est d'une valeur de 8,3 millions d'euros amortie sur 10 ans. La durée d'amortissement restante de la marque est de 7,5 ans (31 mars 2026) et sa valeur nette comptable au 30 septembre 2018 s'élève à 6,2 millions d'euros.

Les acquisitions des immobilisations incorporelles en cours concernent les projets de développement de logiciels, de site internet et développement informatique à hauteur de 1 954 milliers d'euros.

<i>Amortissements</i>	31/03/2018	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2018
Marque Matériel.net	1 660	0	415	0	2 075
Logiciels et autres immob. incorp.	1 067	0	117	(2)	1 181
Droit au bail	48	0	31	0	79
Total	2 775	0	563	(2)	3 336

3.4 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se décomposent comme suit :

<i>Valeurs brutes</i>	31/03/2018	Acquisitions	Var. périmètre	Virt Poste	Cessions M. Rebut	30/09/2018
Terrains	3 375					3 375
Constructions	35 094					35 094
Installations et agencements	14 105	42			4	14 143
Matériel	6 381	1 312		203	55	7 841
Matériel de transport	337	0		34	7	364
Matériel de bureau et mobilier	6 257	607		12	35	6 841
Immobil. Corporelles en cours	1 165	2 306		(251)		3 219
Total	66 713	4 267	0	(1)	101	70 878

Les acquisitions sont principalement liées aux investissements d'aménagement et de mobiliers pour la boutique de GROUPE LDLC Espana située à Barcelone pour 496 milliers d'euros et la boutique ADB Limonest pour 410 milliers euros.

Les acquisitions des immobilisations corporelles en cours concernent principalement les projets de recherches et développement pour un montant de 559 milliers d'euros, les travaux d'aménagements des nouveaux locaux situés à Limonest pour 265 milliers d'euros, de la nouvelle boutique espagnole située à Madrid pour 557 milliers d'euros, de la boutique de la société LDLC Corneilles pour 205 milliers d'euros, ainsi que le déploiement d'une nouvelle chaîne logistique sur l'établissement situé à Gennevilliers pour 462 milliers d'euros.

<i>Amortissements</i>	31/03/2018	Var. périmètre	Dotations	Reprises	30/09/2018
Terrains	0		0		0
Constructions	7 137		900		8 037
Installations et agencements	9 175		296		9 472
Matériel	3 748		550	58	4 239
Matériel de transport	191		34	5	220
Matériel de bureau et mobilier	3 871		499	34	4 336
Total	24 121	0	2 279	97	26 303

3.5 PARTICIPATIONS, AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Valeurs brutes	31/03/2018	Var.	Virt Poste	Acquis.	Cessions	Dépréciation	30/09/2018
	Brut	périmètre			M. Rebut		Net
Titres PRESSE NON STOP	51					(38)	13
Divers titres	31			10	0	(2)	39
Titres IMMO FI 1	348						348
Titres NLCL	1 500						1 500
Dépôts et cautionnements	1 316			74	43		1 347
Fonds de garantie	324			2	40		286
Prêts	1 413				58		1 355
Total	4 983	0	0	87	142	(39)	4 888

Dans le cadre de l'opération d'achat de la société Olys, la société GROUPE LDLC a souscrit un prêt auquel est adossé une retenue de garantie sur fonds prêtés à titre de gage espèces pour un montant de 265 milliers d'euros.

Dans le cadre du financement de l'investissement du siège du Groupe LDLC, un prêt de 1,5 millions d'euros a été consenti au bailleur la société Finamur. Le premier remboursement a eu lieu le 1^{er} août 2017.

3.6 STOCKS

	Au 30/09/2018			Au 31/03/2018		
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Stocks de marchandises	76 376	1 432	74 944	84 819	1 685	83 133
Total Stocks marchandises	76 376	1 432	74 944	84 819	1 685	83 133
Stocks aut. approvision.	30	0	30	42	0	42
Travaux en cours	102	0	102	74	0	74
Total Stocks et en-cours	76 509	1 432	75 076	84 935	1 685	83 249

Une dépréciation est appliquée sur les stocks en fonction de l'ancienneté du produit et sur les produits pouvant présenter un risque de mévente et/ou dont la valeur de réalisation serait inférieure au coût d'acquisition.

3.7 CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Ce poste se décompose comme suit :

	Au 30/09/2018			Au 31/03/2018		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Créances clients échues	10 405	494	9 911	9 423	641	8 800
Créances clients non échues	17 668		17 668	16 333		17 762
Créances clients	28 073	494	27 579	25 756	641	25 115

Au 30 septembre 2018, le Groupe a cédé 4,1 millions d'euros de créances commerciales à l'Eurofactor. Cette cession de créance étant faite sans recours à hauteur de 2,6 millions d'euros, ces créances ont été déconsolidées du bilan. Au 31 mars 2018, le montant cédé représentait 5,3 millions d'euros.

3.8 AUTRES CREANCES

Ce poste se décompose comme suit :

	Au 30/09/2018			Au 31/03/2018		
	Brut	Depr.	Net	Brut	Depr.	Net
Avances et acomptes	725		725	517		517
Fournisseurs avoires à recevoir	5 699	69	5 630	3 927	39	3 889
Etat (IS, TVA, autres produits à recevoir)	5 431		5 431	6 544		6 544
Produits à recevoir	299		299	314		314
Retenue garantie Eurofactor	118		118	209		209
Compte courant Eurofactor	446		446	0		0
Compte courant	151		151	255		255
Débiteurs divers	62		62	50		50
Charges const. d'avance liées aux marchandises	4 515		4 515	2 835		2 835
Autres	22		22	33		33
Charges const. d'avance	2 291		2 291	2 216		2 216
Total	19 759	69	19 690	16 900	39	16 861

L'ensemble des autres créances et comptes de régularisation est à moins d'un an.

Le poste « charges constatées d'avance liées aux marchandises » correspond à des factures de marchandises dont la livraison a été effectuée après la clôture de l'exercice.

3.9 IMPOTS DIFFERES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 31/03/2018
Impôts différés actif		
- sur déficits reportés	3 973	1 101
- sur diff. Temp. Et retrait. IFRS	(2 042)	278
Total	1 931	1 379
Dont à moins d'un an	2 704	171
Dont à plus d'un an	(772)	1 208

Les impôts différés actif sont essentiellement relatifs à des déficits reportables pour 3 973 milliers d'euros.

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 31/03/2018
Impôts différés passif		
- sur actif incorporel (marque Matériel.net)	0	1 876
- sur diff. Temp. Et retrait. IFRS	0	573
Total	0	2 449
Dont à moins d'un an	0	0
Dont à plus d'un an	0	2 449

3.10 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

Valeurs	Au 30/09/2018			Au 31/03/2018		
	Brutes	Prov.	Nettes	Brutes	Prov.	Nettes
Sous total disponibilités	17 718		17 718	30 757		30 757
Sous total valeurs mob. placem.	2		2	2		2
Total	17 720	0	17 720	30 760	0	30 760

Au 30 septembre 2018, la société Groupe LDLC enregistre une forte diminution de sa trésorerie disponible. Cette baisse provient essentiellement des coûts liés aux divers investissements liés aux ouvertures des boutiques de Barcelone et Madrid, des développements informatiques, des projets de recherches et développements.

3.11 CAPITAUX PROPRES ET RESULTAT PAR ACTION

✓ Répartition du capital au 30 septembre 2018

Au 30 septembre 2018, le capital de la société GROUPE LDLC est composé de 6 322 106 actions d'un montant nominal de 0,18 €.

Les personnes possédant plus de 5 % des droits de vote ou des actions au 30 septembre 2018 sont les suivants :

Actionnaires	Nombre d'actions	% détention capital	% détention droit de vote
Laurent de la CLERGERIE	1 226 746	19,40%	25,32%
Caroline de la CLERGERIE	628 579	9,94%	11,69%
Olivier de la CLERGERIE	615 500	9,74%	11,35%
Suzanne de la CLERGERIE	71 423	1,13%	5,89%
Keren Finance	378 640	5,99%	3,96%

Il est rappelé que les statuts prévoient un droit de vote double lorsque les actions sont détenues depuis plus de 2 ans au nominatif conformément à l'article L225-123 du code du commerce.

	Nombre d'actions	Titres auto détenus	Nombre d'AGA
Total au 31 mars 2017	6 322 106	160 643	133 688
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		531	25 186
Attribution d'actions gratuites		(40 231)	(40 231)
Total au 31 mars 2018	6 322 106	120 943	118 643
Nouvelles actions			
Rachats d'actions (cessions)		46 329	46 318
Attribution d'actions gratuites		(40 231)	(40 231)
Total au 30 septembre 2018	6 322 106	127 041	124 730

✓ Résultat par action

Le résultat net par action correspond au résultat net part du Groupe rapporté au nombre moyen des actions en circulation au cours de l'exercice.

Le Groupe n'a pas d'actions ordinaires dilutives en circulation au cours de la période. Le résultat net dilué par action est donc identique au résultat net par action.

Lorsque le résultat par action est négatif, le résultat dilué par action est identique à ce résultat.

3.12 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Ce poste s'analyse comme suit :

	Au 30/09/2018	au 31/03/2018
Solde exercice antérieur	1 928	1 983
Divers mouvements	(28)	(84)
Variation du périmètre	0	28
Transfert pertes minoritaires au groupe	0	0
Quote-part des résultats mis en équivalence	0	0
Total	1 900	1 928

3.13 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Ce poste s'analyse comme suit :

	Au 30/09/2018					Au 31/03/2018				
	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. replex.	Total	Solde ex. antér.	Prov Risq & Ch Const/ex	Mont. util. /ex.	Mont. non util. replex.	Total
Garanties clients	126	135	(126)	0	135	150	126	(160)		126
Ind. Fin carrière	2 322	396	0	(21)	2 697	1 582	760		(10)	2 322
Litiges prud'homal	57	81	0	(29)	109	68	24		(34)	57
Loyer & charges démolagome	18	0	0	(18)	0	295		(277)		18
Autres provisions	34	80	(34)	0	80	46	34	(7)	(39)	34
Total	2 557	691	(160)	(68)	3 021	2 141	934	(433)	(84)	2 557

La société n'a pas connaissance au 30 septembre 2018 d'événements susceptibles de justifier la constitution de provisions pour risques et charges autres que ceux ayant fait l'objet des provisions suivantes :

Garantie clients

Un montant de 135 millions d'euros a été provisionné pour tenir compte :

- des coûts probables du service après-vente résultant des ventes de marchandises suite à l'extinction de la garantie des fournisseurs ;
- de la garantie contractuelle accordée aux clients sur les ventes de marchandises qui a été portée à 2 ans depuis mars 2008, 5 ans depuis fin 2009 ou 3 ans depuis décembre 2016 selon l'option choisie par le client.

Indemnités de fin de carrière

Les principales hypothèses sont les suivantes :

Hypothèses retenues	Au 30 septembre 2018	Au 31 mars 2018
Hypothèses économiques		
Taux de croissance des salaires cadres	2,5%	2,5%
Taux de croissance des salaires non cadres	2,5%	2,5%
Taux d'actualisation par référence à l'Iboxx Corporates AA	1,54%	1,37%
Durée moyenne résiduelle d'activité	15 à 19 ans	10 à 18 ans
Hypothèses démographiques		
Age de départ en retraite	60 à 67 ans	60 à 67 ans
Tables de mortalité	Insee 2017	Insee 2017
Turn-over	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société	Taux décroissant selon l'âge et en fonction du nombre réel de démissions au sein de la société

- Conventions Collectives applicables :
 - o des entreprises de vente à distance - IDCC 2198
 - o des commerces de détail, de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique et de librairie – IDCC 1539
 - o de l'enseignement privé hors contrat – IDCC 2691
 - o des ouvriers employés par les entreprises du bâtiment – IDCC 1596
 - o des cadres du bâtiment – IDCC 2420
 - o des employés, techniciens et agents de maîtrise du bâtiment – IDCC 2609
 - o des journalistes – IDCC 1480
 - o de sociétés de conseils – IDCC 1486
 - o des commerces et services de l'audiovisuel – IDCC 1686
 - o de commerce de détail non alimentaire – IDCC 1517

L'augmentation de la provision de 375 milliers se compose de :

- Coût des services rendus et frais : 214 milliers d'euros
- Ecart actuariels comptabilisés en capitaux propres : 161 milliers d'euros

3.14 ENDETTEMENT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 31/03/2018
Emprunts	2 581	2 766
Billets financiers	0	0
Dettes sur contrats de location financement	12 588	13 412
A plus de cinq ans	15 169	16 177
Emprunts	3 954	16 148
Billets financiers	0	0
Dettes sur contrats de location financement	3 225	3 161
Entre trois et cinq ans	7 179	19 310
Emprunts	4 872	33 141
Billets financiers	0	0
Dettes sur contrats de location financement	3 019	2 979
Entre un et trois ans	7 891	36 120
Total des dettes financières long terme	30 238	71 607
Emprunts	48 223	9 003
Billets financiers	0	0
Intérêts courus/emprunt	28	27
Créances clients cédées Eurofactor	0	0
Dettes sur contrats de location financement	1 435	1 416
A moins d'un an	49 686	10 446
Total des dettes financières court terme	49 686	10 446
Total des dettes financières	79 924	82 053
Dépôts reçus en garantie	0	0
Banques	423	616
Concours bancaires	1	1
Comptes courants	385	491
Endettement financier	80 733	83 161

Crédits long terme

Le 31 mars 2016, la société GROUPE LDLC a contracté un emprunt de 23 millions d'euros aux fins de financer partiellement l'acquisition de Domysis et des frais y afférents. Cet emprunt est remboursable sur une durée de 7 ans au taux Euribor 3 mois auquel s'ajoute une marge prête d'acquisition qui sera réajustée annuellement en fonction du ratio de levier.

Le 19 janvier 2018, la société GROUPE LDLC a contracté deux emprunts d'un montant respectif de 10 millions d'euros et 5,3 millions d'euros aux fins de financer l'acquisition de la société Olys et Synopsis et des frais y afférents.

Concernant l'emprunt de 10 millions d'euros, un avenant n° 2 au contrat de crédit en date du 31 mars 2016 a été signé le 19 janvier 2018. La durée de remboursement a été alignée avec le prêt relatif à l'acquisition 2016. Le dernier remboursement devra intervenir au 31 mars 2023. Les conditions du prêt de 23 millions d'euros s'appliquent de manière identique à celui de 10 millions d'euros.

Ces emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions sont assortis également d'un crédit renouvelable de 15 millions d'euros utilisable par tirage d'un montant minimum de 1 million d'euros destiné à financer

partiellement les besoins en fonds de roulement de la société GROUPE LDLC et de ses filiales. Le crédit renouvelable est rémunéré sur la base du taux Euribor auquel s'ajoute une marge crédit renouvelable qui sera réajustée annuellement en fonction du ratio de levier. Au 30 septembre 2018, ce crédit est utilisé à hauteur de 15 millions d'euros.

Pour couvrir les intérêts de ces emprunts à taux variable relatifs aux acquisitions 2016 et 2018, des contrats de SWAP ont été souscrits.

L'avenant au contrat de crédit qui intègre les acquisitions de 2016 et 2018 est assorti de respect de « ratios bancaires » (ratios, limites d'investissements...) dont le non-respect peut entraîner, sous certaines conditions le remboursement anticipé.

Ces « ratios bancaires » sont basés contractuellement sur les comptes consolidés et sont testés semestriellement.

Le contrat de crédit comporte deux ratios bancaires financiers qui sont testés semestriellement :

- Un ratio de levier : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » divisé par l'« EBE consolidé retraité » (soit le résultat opérationnel courant du Groupe augmenté des dotations nettes aux amortissements et provisions incluses dans le résultat opérationnel courant).
- Un ratio de gearing : ce ratio est défini comme les « dettes financières nettes consolidées » divisé par les « fonds propres consolidés » (y compris les minoritaires).

Le contrat de crédit comporte également une limite d'investissements à respecter par les membres du Groupe.

Le ratio de levier n'est pas respecté au 30 septembre 2018 et les dettes adossées ont été reclassées en court terme pour un montant de 38,5 millions d'euros dans le bilan au 30 septembre 2018. Une lettre de waiver a été signée à la date d'arrêté des comptes, marquant l'accord à l'unanimité du pool bancaire de ne pas se prévaloir du non-respect du Ratio de Levier requis au 30 septembre 2018 renonçant ainsi à l'exigibilité immédiate de la dette.

L'emprunt de 5,3 millions d'euros est remboursable sur une durée de 7 ans au taux fixe de 1.31 % l'an avec un différé d'amortissement des 8 premiers trimestres. Le premier versement comprenant l'amortissement du capital et le paiement des intérêts est fixé au 30 avril 2020 et le dernier le 31 janvier 2025.

Les emprunts de 23 millions d'euros et 10 millions d'euros figurant au bilan sont enregistrés au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif pour un montant respectif de 14,5 millions d'euros et 8 millions d'euros, ce qui correspond aux emprunts souscrits net des frais d'émission. La charge d'intérêt est calculée en appliquant le taux d'intérêt effectif intégrant les frais d'émission.

Les autres emprunts souscrits au cours de l'exercice sont les suivants :

- Un emprunt de 2,5 millions d'euros souscrit en septembre 2018 par la société GROUPE LDLC afin de financer les investissements du Groupe.
- Un emprunt de 500 milliers d'euros souscrit en avril 2018 par la société OLYS pour financer le rachat des parts minoritaires de BIMP EDUCATION qui représentent 40 % du capital.

Par ailleurs, suite à la signature en mars 2017 d'un nouveau contrat d'affacturage déconsolidant avec l'Eurofactor, les créances cédées n'apparaissent donc plus au bilan de la société GROUPE LDLC.

Crédits court terme

Les ouvertures de crédit sont rémunérées pour une durée indéterminée sur la base des taux suivants s'élevant, selon les établissements financiers, à :

- Euribor 3 M + 0,80 % à Euribor 3 M + 3,5 %
- Eonia + 1 %

Les autorisations de découverts accordées au Groupe s'élèvent à 10,77 millions d'euros au 30 septembre 2018. A cela s'ajoute, un découvert de 300 milliers de francs suisse.

Comme indiqué ci-dessus, le montant des emprunts financiers reclassés en court terme au 30 septembre 2018 suite au bris de covenant s'élève à 38,5 millions d'euros.

Dettes sur contrats de location financement

Les dettes sur contrats de location financement concernent principalement l'activation du nouveau siège social de Groupe LDLC situé sur Limonest, pour lequel l'échéancier prévoit un remboursement de 22 millions d'euros sur 12 ans et se termine donc d'ici le 31 juillet 2029. L'encours global de la dette est de 20,2 millions d'euros au 30 septembre 2018.

La valeur nette comptable du bien est de 21,1 millions d'euros au 30 septembre 2018.

A l'expiration du contrat de location financement, le prix de levée d'option d'achat est de 2 millions d'euros.

L'ensemble des engagements liés au contrat de location financement est repris dans le chapitre 20, note 5.2.1 du document de référence du 31 mars 2018.

Au 30 septembre 2018, la dette financière globale sur biens immobiliers concernant les bâtiments à usage d'exploitation s'élève à 25,4 millions d'euros.

3.15 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs et passifs courants et non courants sont présentés dans le tableau ci-dessous :

	Au 30 septembre 2018		Ventilation par classification comptable			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Coût amorti
Actif non courant						
Participations	1 900	1 900		1 900		
Autres actifs financiers non courants	2 988	2 988			2 988	
Actif courant						
Clients et comptes rattachés	27 579	27 579			27 579	
Autres créances courantes	7 453	7 453			7 453	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17 720	17 720	17 720			
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières non courantes	30 238	30 238				30 238
Passif courant						
Emprunts et dettes financières courantes	50 495	50 495				50 495
Fournisseurs et comptes rattachés	76 621	76 621				76 621
Autres dettes courantes	6 009	6 009				6 009

	Au 31 mars 2018		Ventilation par classification comptable			
	Valeur comptable	Valeur de marché	Juste valeur par résultat	Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Coût amorti
Actif non courant						
Participations	1 928	1 928		1 928		
Autres actifs financiers non courants	3 054	3 054			3 054	
Actif courant						
Clients et comptes rattachés	25 115	25 115			25 115	
Autres créances courantes	5 170	5 170			5 170	
Trésorerie et équivalents de trésorerie	30 760	30 760	30 760			
Passif non courant						
Emprunts et dettes financières non courantes	71 607	71 607				71 607
Passif courant						
Emprunts et dettes financières courantes	11 554	11 554				11 554
Fournisseurs et comptes rattachés	78 573	78 573				78 573
Autres dettes courantes	4 997	4 997				4 997

Les actifs financiers comprennent les participations, les actifs courants représentant les créances d'exploitation (hors créances fiscales et sociales, et charges constatées d'avance).

La juste valeur des créances clients et autres créances courantes (actifs détenus jusqu'à l'échéance) est équivalente à leur valeur comptable compte tenu de leur échéance à court terme.

Les passifs financiers comprennent les emprunts, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation (hors dettes fiscales et sociales, et produits constatés d'avance).

3.16 FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 Au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 31/03/2018
Fournisseurs	63 564	65 713
Fournisseurs effets à payer	8 808	8 634
Fournisseurs factures non parvenues	4 249	4 226
Total	76 621	78 573

Les échéances de la totalité des dettes fournisseurs et comptes rattachés sont à moins d'un an.

3.17 AUTRES DETTES

Ce poste se décompose comme suit :

	Au 30/09/2018	Au 31/03/2018
Avances et acomptes reçus sur commandes	2 448	1 987
Dettes envers le personnel	6 142	6 121
Dettes envers les organismes sociaux	3 885	3 471
Etat (impôt sur les bénéfices, TVA, autres)	5 423	6 231
Clients autres avoirs	2 828	2 449
Dettes diverses	734	584
Dividendes à payer	50	0
Produits constatés d'avance	2 679	2 741
Total	24 187	23 584

Les échéances de la totalité des autres dettes sont à moins d'un an.

Le poste « produits constatés d'avance » correspond essentiellement à l'étalement des garanties clients et au retraitement des deux derniers jours de CA.

4 NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018			Du 01/04/2017 au 30/09/2017		
	France métropole	Export	Total	France métropole	Export	Total
Vente m/ses	197 283	26 609	223 893	177 870	26 488	204 358
Prest. vendues*	8 595	2 092	10 687	7 508	3 625	11 133
Total	205 878	28 701	234 579	185 378	30 113	215 491

* Les prestations vendues correspondent notamment aux frais de port.

4.2 DOTATIONS ET REPRISES AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 30/09/2017
Dot. et rep. aux amortissements des immobilisations	(2 834)	(2 159)
Dot. et rep. aux provisions pour dépréciation des stocks	253	83
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. des créances clients	117	(243)
Dot. et rep. aux prov. pour dépréc. de compte courant	0	0
Dot. et rep. aux provisions pour garantie clients	(9)	5
Dotations et reprises diverses	(36)	92
Total dotations et reprises aux amort. et aux provisions	(2 509)	(2 222)

4.3 AUTRES CHARGES ET PRODUITS OPERATIONNELS

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 30/09/2017
Valeur nette comptable des immob. cédées	9	44
Charges opérationnelles diverses	0	217
Total autres charges opérationnelles	9	261
Produits / cessions immobilisations	9	0
Produits opérationnels divers	0	0
Total autres produits opérationnels	9	0
Total autres charg. et prod. opérationnels	0	(261)

4.4 RESULTAT FINANCIER

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 30/09/2017
Intérêts des emprunts	(914)	(395)
Intérêts bancaires	(57)	(79)
Intérêts comptes courants	(28)	4
Commissions de financement	(11)	(9)
Coût de l'endettement financier	(1 011)	(478)
Charges et produits nets/cessions VMP	0	0
Reprise de provisions pour risque	0	0
Autres charges et produits financiers	16	78
Autres charges et produits financiers	16	78
Résultat financier	(995)	(400)

L'augmentation de la charge financière nette est essentiellement liée aux intérêts des emprunts qui augmentent de 519 milliers d'euros par rapport à l'exercice précédent.

4.5 IMPOT

Ce poste se décompose comme suit :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 30/09/2017
Résultat net part du groupe	(3 511)	2 464
(Charge) Produit d'impôt	1 876	(1 282)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0	0
Résultat avant impôt	(5 387)	3 747
Taux d'impôt théorique	34,43%	34,43%
Charge d'impôt théorique	1 855	(1 290)
Différences permanentes (a)	174	255
Classification de la CVAE en impôts	(219)	(286)
Crédits d'impôts	96	25
Impact changement de taux	7	0
Autres impacts	(37)	10
Impôt sur dividendes	0	0
Charge d'impôt réelle	1 876	(1 286)

(a) Dont 733 milliers d'euros au titre du CICE comptabilisés sur l'exercice clos au 30 septembre 2018

Le taux d'impôt applicable en France est le taux de base de 33,33 % augmenté de la contribution sociale de 3,3 %, soit 34,43 %. La loi de finance 2018 engendre une baisse progressive du taux normal de l'impôt sur les sociétés de 33,33 % pour parvenir à 25 % en 2022 sur tous les bénéfices de toutes les entreprises.

La charge d'impôt nette du Groupe tient compte de cette baisse, par l'application d'une taxation de 25% augmentée de la contribution de 3,3 % soit 25,83% pour les principaux éléments dont l'imposition est à échéance 2022 et au-delà.

Par cohérence avec le traitement de taxes analogues au regard de la norme IAS 12, la CVAE est comptabilisée en « impôt sur le résultat ».

4.6 CONVENTION D'INTEGRATION FISCALE

Les sociétés GROUPE LDLC, Hardware.fr, Nemeio bénéficient du régime des groupes de sociétés depuis le 1^{er} avril 2004 et la société LDLC Distribution depuis le 1^{er} avril 2013.

Les sociétés LDLC Villefranche et L'Ecole LDLC sont intégrées fiscalement depuis le 1^{er} avril 2015. Les sociétés LDLC Bordeaux, LDLC Villeurbanne, LDLC Lille V2 et Campus 2017 sont intégrées fiscalement depuis le 1^{er} avril 2016.

Les sociétés LDLC Lyon 7, LDLC Corneilles, ADB Limonest, Domimo 2 et Domimo 3 sont intégrées fiscalement depuis le 1^{er} avril 2017.

Les sociétés LDLC 7, LDLC 8, LDLC 9, LDLC 10, LDLC 11, LDLC 12, LDLC 13 Olys, et Bizen sont intégrées fiscalement depuis le 1^{er} avril 2018.

La société GROUPE LDLC est la tête du Groupe d'intégration fiscale.

La convention d'intégration fiscale prévoit que chaque filiale intégrée supporte un impôt égal à celui dont elle aurait dû s'acquitter en l'absence d'intégration.

L'intégration fiscale a généré une économie d'impôt de 708 milliers d'euros au 30 septembre 2018.

5 AUTRES NOTES ANNEXES

5.1 REMUNERATIONS

Les rémunérations versées au cours du 1^{er} semestre des membres du directoire et du conseil de surveillance sont les suivantes :

	Du 01/04/2018 au 30/09/2018	Du 01/04/2017 au 30/09/2017
AVANTAGES A COURT TERME		
Rémunérations fixes	261	286
Rémunérations variables	102	291
AUTRES AVANTAGES		
Rémunérations payées en actions (attribution d'actions gratuites)	0	200
Total rémunérations et avantages accordés aux dirigeants	363	776

5.2 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan au 30 septembre 2018 n'ont pas évolué de façon significative par rapport à ceux présentés dans l'annexe aux comptes consolidés clos au 31 mars 2018 (note 5.2), hormis le contrat de partenariat avec l'ASVEL mis en place au cours de l'exercice pour une durée de 10 ans. En vertu d'une clause de confidentialité, le montant de l'engagement n'est pas communiqué.



2012-2013



2013-2014



2014-2015



2015-2016



2016-2017



2017-2018



GRUPE
LDLC

2, rue des Erables

CS21035

69578 Limonest cedex

Tél +33 (0)4 72 52 37 77

Fax +33 (0)4 72 52 37 78

groupe-ldlc.com



au cœur de l'expérience **_ high-tech**